

## Les racines historiques de la guerre civile libanaise

Une psychanalyse du communautarisme libanais

Par François Boustani, cardiologue et essayiste. Il a notamment publié *Liban, genèse d'une nation singulière* (Editions Erick Bonnier) et *La circulation du sang, entre Orient et Occident, l'histoire d'une découverte* (Editions Philippe Rey)

Les racines historiques de la guerre civile libanaise remontent-elles à la proclamation de « L'Etat du Grand Liban » par le général Henri Gouraud le 1<sup>er</sup> septembre 1920 ? En effet, on pourrait soutenir que dès sa création, le Liban portait en lui les germes de futurs conflits puisqu'une partie de sa population, majoritairement musulmane, ne voulait pas de ce pays.

Le général Gouraud a créé le Liban à partir de trois subdivisions administratives qui existaient à la fin de l'époque ottomane : la vallée de la Békaa qui faisait partie du vilayet de Syrie, la Mutassarifya et une partie du vilayet de Beyrouth. Il s'est basé sur le projet français de 1861 qui visait à créer un pays chrétien autour du Mont Liban. A l'époque, ce projet n'a pas vu le jour en raison de l'opposition des Ottomans et des Britanniques, mais il était resté dans les archives du patriarcat maronite.

La Mutassarifya - territoire autonome du Mont-Liban de 4400km<sup>2</sup> - comptait 80% de chrétiens, majoritairement des maronites, une communauté druze et de petites minorités chiite et sunnite.

L'autonomie de ce territoire avait été imposée par Napoléon III au Sultan ottoman à la suite des massacres des chrétiens par les druzes en 1860. Ce statut d'autonomie était tel que l'armée ottomane y était interdite d'accès et que le Sultan ne pouvait déplacer d'un centimètre la frontière.

Dépourvue de plaines et de ports, la Mutassarifya n'était pas viable sur le plan économique. Elle avait été touchée par une émigration massive et victime d'une grande famine qui avait décimé le tiers de sa population lors de la Première guerre mondiale. Dans ce contexte, l'Eglise maronite voulut alors agrandir ce territoire en lui ajoutant les plaines de la Bekaa et du Akkar ainsi que les ports de Beyrouth, Tripoli et Saïda. De là est né le projet du Grand Liban, se référant à la carte de 1861.

Le vilayet de Beyrouth couvrait 30 000 km<sup>2</sup>, soit trois fois le Liban actuel. Il s'étendait, au nord, le long du littoral syro-libanais au-delà de Lattaquié et, au sud, il englobait la moitié de la Palestine. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, Beyrouth n'était qu'un bourg de quelques milliers d'habitants à majorité sunnite. Enclavée par la barrière montagneuse du Mont-Liban, elle était pénalisée par sa position géographique et le commerce de l'intérieur syrien se dirigeait vers Tripoli ou vers Saïda.

Le percement de la route de Dahr el Baidar en 1857 réduisit le trajet Beyrouth-Damas de 4 jours à 13 heures. Dès lors, Beyrouth devint le port de Damas et détourna à son profil le commerce de l'intérieur syrien. Suite à cette transformation géographique, Tripoli perdit sa place de centre de vilayet et devint, dans le découpage ottoman de 1888, une sous-division du vilayet de Beyrouth. Comté à l'époque des croisades, Nyaba à l'époque des Mamelouk, vilayet à l'époque ottomane, Tripoli entama à cette époque son déclin, bien avant la création du Grand Liban.

Beyrouth s'est ouverte à la modernité occidentale avec l'arrivée des missionnaires protestants en 1823 et des pères jésuites en 1831, qui rivalisaient dans le domaine de l'enseignement. Avec le Syrian Protestant College (ancêtre de l'AUB) et l'Université Saint Joseph des Jésuites, Beyrouth devint le premier centre universitaire de l'Empire ottoman.

L'afflux des congrégations catholiques françaises fuyant les lois de laïcité en France a été à l'origine de l'ouverture d'un grand nombre d'écoles à Beyrouth et dans le Mont-Liban. Ces écoles missionnaires, catholiques et protestantes, contribuèrent à l'édification de l'identité libanaise.

La bourgeoisie sunnite et druze y inscrivit ses enfants, qui allaient grandir sur les mêmes bancs que leurs camarades chrétiens et s'initier à la pensée scientifique et à la littérature occidentale.

Vivant en périphérie, les chiites n'ont pas profité de cet élan d'émulation par les écoles missionnaires. Leur émancipation se fera plus tard, dans le cadre de l'université et des écoles de la République libanaise.

Le revers de la médaille est que ces écoles missionnaires ont contribué aussi au déracinement des chrétiens par rapport à leur milieu arabe. Fayçal, le fils du chérif de La Mecque, a reproché aux écoles des congrégations catholiques de franciser « à un degré si remarquable tant de Syriens, surtout chrétiens ».

Le commerce de la soie avec Lyon - représentant à la veille de la Première guerre mondiale 50% des revenus du Mont-Liban - et l'émigration, majoritairement chrétienne, apportèrent richesses et mode de vie occidental à Beyrouth et au Mont-Liban. Alors que Beyrouth était à l'affût de la modernité occidentale, Damas restait la gardienne de son prestigieux héritage arabe. Ainsi le destin des deux villes va diverger.

Au cours de la Première guerre mondiale, le projet du Grand Liban porté par les maronites se heurta à l'ambition de Fayçal de créer une Grande Syrie incluant le Liban. La compétition entre ces deux projets se déroula dans le cadre de la conférence de la Paix à Paris.

La Mutassarifya dépêcha à Paris une première délégation libanaise conduite par Daoud Amoun pour réclamer un Grand Liban dont la frontière sud se situait au niveau du fleuve Litani.

Quelques mois plus tard, une deuxième délégation, conduite par le Patriarche Hoayek réclama un Grand Liban dont les frontières ressemblaient à celles du Liban actuel, sans le lac de Homs actuellement en Syrie, ni la vallée de Houla actuellement en Israël.

La différence entre les territoires réclamés par les deux délégations était le Jabal Amel, la région au sud du Litani. Certains évêques maronites ne voulaient pas du Jabal Amel, majoritairement chiite (80 000 chiites), dans le Grand Liban, d'autant que cette région ne comportait ni plaine ni port. Ce sont les décideurs français qui, estimant que le Jabal Amel n'était pas suffisamment « consistant pour être autonome et faire face aux sionistes qui se montraient déjà d'humeur très agressive en Palestine », ont préféré intégrer ce territoire dans le Grand Liban.

Le patriarche Hoayek a été convaincu par leurs arguments et a rejoint la volonté française. Les Britanniques avaient réclamé à plusieurs reprises le sud du Litani pour l'annexer à la Palestine mandataire. La France avait refusé de leur céder cette région, mais leur accorda la vallée de Houla. Ainsi la France a sauvé les chiites du sud Liban d'un sort identique à celui des réfugiés palestiniens !

Respectant les accords Sykes Picot, les Britanniques acceptèrent la relève de leurs troupes en Syrie et au Liban par l'armée française en novembre 1919. C'est à cette occasion que Clémenceau décida d'envoyer le général Henri Gouraud comme Haut-Commissaire en Syrie et au Liban. Le général Gouraud était né dans une famille catholique et avait fait ses études à l'école Stanislas à Paris, ce qui le prédisposait favorablement envers le Patriarcat maronite qui défendait le projet du Grand Liban.

Estimant que l'accord d'une personnalité arabe sunnite de haut rang permettrait de faire accepter le mandat français aux Syriens, Clemenceau conclut, en janvier 1920, un accord provisoire avec Fayçal dans lequel celui-ci acceptait l'idée d'un Liban indépendant, sans toutefois en préciser les frontières. D'après les confidences de Fayçal, on sait que c'était un Liban sans Beyrouth ni Tripoli ni l'est de la

Bekaa. Mais à son retour à Damas, Fayçal mesura l'hostilité des nationalistes syriens à toute idée de mandat français. Il n'osera jamais revenir à Paris pour signer l'accord définitif et se laissa déborder par les milieux nationalistes qui proclamèrent, le 7 mars 1920, le royaume arabe de Syrie qui englobait le Liban, une monarchie constitutionnelle avec à sa tête Fayçal. Ce royaume sera rejeté par les Français et les Britanniques qui se réunirent, en avril 1920, à San Remo pour se partager la région en zone de mandat français (Syrie et Liban) et zone de mandat Britannique (Palestine, Transjordanie et Irak).

Pour imposer le mandat français sur l'ensemble Syrie-Liban, le général Gouraud, qui était à Beyrouth, lança un ultimatum à Fayçal, qui contrôlait Damas. Face à son refus, l'armée française envahit la Syrie après avoir vaincu les troupes chérifiennes à la bataille de Khan Meyssaloun, le 24 juillet 1920. Cet acte militaire, qui est à l'origine du Grand Liban, a ravivé dans l'imaginaire arabe le traumatisme des croisades où des Francs éliminèrent un royaume arabe musulman.

Quelques jours après la bataille de Khan Meyssaloun, le général Gouraud, devant une foule en liesse à Zahlé, annonça l'annexion de la Bekaa à la Mutassarifya et déclara qu'il s'agissait d'une étape vers le projet du Grand Liban.

Pourtant, à cette date, les décideurs français n'étaient pas encore tombés d'accord sur les frontières à donner au Grand Liban. Alexandre Millerand, successeur de Clemenceau, proposa à Gouraud de découper la zone du mandat français en neuf entités et ajouta que Beyrouth et Tripoli n'avaient pas leur place dans le Grand Liban.

Face au désaccord de Gouraud, Millerand finit par céder. C'est donc Gouraud qui procéda à la division de la zone du mandat en quatre entités : le Grand Liban, le gouvernement de Damas, le gouvernement d'Alep et le territoire des Alaouites. Le Grand Liban devient en 1926 la République libanaise, les autres territoires formeront la Syrie en 1925. **Le Grand Liban est donc né avant la Syrie, il n'a pas été détaché de la Syrie. Tous les deux sont issus de ce vide qui s'est créé après l'effondrement de l'empire Ottoman.**

En ce 1<sup>er</sup> septembre 1920, un mercredi, à 17h, le général Gouraud, sur le perron de la résidence des Pins, avec à sa droite le patriarche maronite Elias Hoayek, à sa gauche le mufti sunnite de Beyrouth Mustapha Naja, proclame, dans un discours qui reste gravé dans l'histoire, le Grand Liban. Certains ont vu dans la photo qui illustre ce moment, le mariage forcé du citoyen sunnite avec le montagnard maronite sous l'égide de la France.

En ce jour donc, une nouvelle nation est née : la nation libanaise. Mais est ce qu'il suffit qu'un général dessine des frontières pour créer une nation ? Qu'est-ce qu'une nation ? C'est le titre d'une conférence d'Ernest Renan à la Sorbonne en 1882, où il nous explique qu'un élément important dans l'édification d'une nation est le désir de vivre ensemble. Quel était en 1920 le désir des différentes communautés de vivre ensemble, à l'intérieur des frontières du Grand Liban ?

Les milieux catholiques jubilèrent à l'annonce de la création du Grand Liban, voyant leurs rêves se concrétiser. Cependant, des voix dissidentes commencèrent à s'inquiéter à l'idée que les chrétiens deviennent une minorité dans ce nouveau pays. Après le recensement de 1932, révélant que les chrétiens étaient à peine majoritaires, Émile Eddé demanda au Quai d'Orsay de détacher Tripoli, majoritairement sunnite, et le Sud du Litani, à majorité chiite, afin de redonner aux chrétiens une majorité confortable.

Les druzes, habitués à partager la montagne avec les maronites et se sentant à l'étroit dans la Mutassarifya, étaient favorables au Grand Liban. En revanche, les grecs-orthodoxes, qui vivaient avec les sunnites dans les grandes villes du Levant (Alep, Homs, Hama, Damas, Tripoli, Beyrouth et Saïda), voyaient leur communauté divisée par la nouvelle frontière. Leur patriarche, favorable à Fayçal, fut surnommé le "patriarche des Arabes".

Les chiites du Hermel et de Chmstar faisaient partie de la Mutassarifya et entretenaient une tradition de vivre-ensemble avec les maronites et les druzes, donnant naissance à des personnalités attachées au Liban, comme Sabri Hamadé et Hussein Hussein. En revanche, les chiites de Jabal Amel étaient tournés vers la Palestine, avec Safad comme principal centre commercial.

En avril 1920, les chiites de Jabal Amel tinrent une réunion à Wadi el Houjair et optèrent pour une autonomie au sein d'une fédération syrienne dirigée par Fayçal. Cependant, certains notables chiites, tels que Kamel Assaad, Youssef Zein et les Khalil, réalisèrent l'intérêt d'appartenir au Grand Liban, permettant à tous les chiites de la région de se retrouver dans le même pays. La puissance mandataire leur accordait également les tribunaux jaafarites, leur permettant d'être jugés en matière de droit de la personne selon la loi jaafarite, et non plus par un cheikh sunnite selon la loi hanafite, comme c'était le cas sous l'Empire ottoman.

Quant aux sunnites, ils étaient majoritairement favorables à Fayçal et opposés au projet du Grand Liban. Les familles sunnites, réparties entre le Liban et la Syrie, étaient liées par des liens matrimoniaux. Beyrouth était le port de Damas et Tripoli celui de Homs et Hama. Les frontières du Grand Liban coupaient des familles sunnites en deux et séparaient ces villes de leur espace économique. En 1921, cette opposition se manifesta clairement dans une lettre, signée par de grandes familles sunnites, adressée au président de la République française, refusant les cartes d'identité du Grand Liban et exprimant « leur rejet de l'annexion du vilayet de Beyrouth au Sandjak du Mont-Liban ».

L'opposition des sunnites dura jusqu'en 1936, lorsque le Front populaire arriva au pouvoir en France et chercha à se désengager de la Syrie et du Liban, tout en préservant ses intérêts par des traités d'amitié. La France était prête à remettre les clés de la Syrie au Bloc national syrien, à condition qu'il reconnaisse le Liban. Séduits par cette offre, les sunnites syriens tentèrent alors de faire accepter les frontières du Liban comme définitives par les sunnites libanais.

Hostiles à cette idée, ces derniers se réunirent chez Abou Ali Salam (la Conférence de la côte), réclamant le retour des territoires annexés à la Mutassarifya en 1920, à la mère-patrie, la Syrie. Au cours de la réunion, une voix discordante se leva. Celle de Kazem el Solh qui invita ses coreligionnaires à préserver le Liban pour ne pas effrayer les maronites et les pousser dans les bras des Français. Il publia un plaidoyer pour le vivre-ensemble intitulé "مسألة الاتصال والانفصال في لبنان", un modèle d'altérité qui mériterait d'être enseigné aux jeunes Libanais.

En cette fin des années 30, la grande bourgeoisie sunnite, notamment celle de Beyrouth, et les élites chrétiennes se rapprochèrent, aboutissant au Pacte national scellé entre le maronite Béchara el Khoury et le sunnite Riad el Solh. Ce Pacte national stipulait que les chrétiens renonceraient à l'influence française et que les musulmans renonceraient à l'union avec les pays arabes, pour fonder une même nation. En écho à cette formule, Georges Naccache publia un article intitulé « Deux négations ne font pas une nation » soulignant que dire non aux Français et non aux Arabes ne suffisait pas pour créer une nation. Malgré le rapprochement des élites, le peuple continuait à se tourner le dos. C'était deux rêves dans un même lit.

Un premier clivage apparut en 1958, avec l'ascension de Nasser et la création de la République Arabe Unie (RAU) : beaucoup de musulmans souhaitaient que le Liban l'intègre tandis que la plupart des chrétiens s'y opposaient. Le débarquement de 14.000 Marines en juillet 1958 mit fin à ce conflit. Le général Fouad Chéhab, le chef de l'armée qui avait fait preuve de sagesse dans la gestion de la crise, fut élu Président de la République. Comprenant que la clef résidait chez Nasser, Chéhab inaugura son mandat en le rencontrant dans une baraque, construite pour l'occasion à Masnaa, à cheval sur la frontière syro-libanaise.

Dès lors, une certaine neutralité du Liban sera garantie par de Gaulle et Nasser jusqu'en 1967. Le Liban ne participa pas à la guerre des six jours, mais cette guerre eut des conséquences dramatiques pour le pays.

Face à l'humiliation des armées arabes et à l'affaiblissement de Nasser, les Palestiniens décidèrent de prendre leur cause en main. Ils pouvaient attaquer Israël à partir de quatre États arabes : l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie. Les options de l'Égypte et de la Syrie, tenues par des régimes forts, étaient exclues. Il restait le Liban et la Jordanie.

Les Palestiniens commencèrent par lancer des roquettes depuis le sud du Liban, entraînant une confrontation avec l'armée libanaise et la démission du premier ministre Rachid Karamé en solidarité avec les Palestiniens.

Ce conflit ne se résolut qu'avec la signature de l'Accord du Caire, par lequel le Liban céda une partie de sa souveraineté aux fédayins, plongeant ainsi le pays dans le conflit du Proche-Orient.

Cependant, Arafat visait principalement la Jordanie où la majorité de la population était palestinienne. C'était sans compter avec la pugnacité du roi Hussein, qui va le chasser avec ses fédayins de Jordanie. Aguerri, forts d'une expérience politique et disposant de l'aide financière des pays du Golfe qui pensaient acheter leur tranquillité, les Palestiniens d'Arafat débarquèrent au Liban avec la conviction qu'une armée et une révolution ne peuvent vivre ensemble. Dès leur arrivée, ils s'efforcèrent de discréditer l'armée libanaise, la dépeignant comme l'armée des chrétiens.

À l'époque Beyrouth, ou du moins son élite, semblait vivre un âge d'or, combinant de façon subtile le charme de l'Orient et la modernité occidentale. Mais derrière le faste et la façade d'une métropole orientale ruisselante de richesses et de vitalité, Beyrouth était en fait une poudrière marquée par de profonds clivages sociaux et communautaires. Beaucoup de musulmans vibraient au rythme de l'OLP et du nationalisme arabe, reprochant aux maronites de dominer l'État, et revendiquant le partage du pouvoir (al Moucharaka), tandis que les chrétiens accusaient les musulmans de favoriser leur attachement arabe au détriment de leur identité libanaise.

Pour comprendre la position des notables sunnites, il faut se rappeler que la majorité de la classe politique de l'époque était née avant la création du Grand Liban (Saeb Salam né en 1905, Abdalah el Yafi né en 1901...). Les personnalités sunnites de l'époque avaient grandi dans le vilayet de Beyrouth qui avait marqué leur conscience et leur développement politique. Pour eux, le Palestinien de Galilée et le Syrien de Lattaquié, en plus d'être sunnites, faisaient partie de la même entité administrative. Leur jeunesse avait été influencée par l'hostilité de leurs familles au Grand Liban.

Le leader libanais le plus engagé dans le soutien à l'OLP d'Arafat fut sans conteste Kamal Joumblatt. Il nourrissait un ressentiment envers les maronites, qu'il jugeait responsables de la marginalisation des druzes dans le Pacte national. Il était obsédé par l'idée d'une revanche contre les maronites pour des événements vieux de 140 ans, comme il l'a clairement dit à Hafez el Assad lors de leur dernière rencontre le 27 mars 1976. Pour comprendre son ressentiment, rappelons qu'au milieu des années 1830-1840, le pouvoir avait basculé des druzes aux maronites dans le Mont-Liban. À l'époque, l'Égyptien Ibrahim Pacha avait envahi la Syrie et contracté une alliance avec Bechir Chehab. Il avait distribué des armes aux chrétiens et, avec la complicité de Bechir Chehab, il avait contraint les féodaux druzes à l'exil.

Un autre épisode avait laissé des traces dans la mémoire druze : l'assassinat de Bachir Joumblatt par Bachir Chehab en 1825. En référence à cet épisode, Walid Joumblatt se félicita d'avoir pris la revanche de son ancêtre quand les combattants druzes s'emparèrent du palais de Beit el Din en 1983.

C'est donc dans un pays miné par les divisions et les ressentiments entre ses communautés qu'éclate la guerre civile le 13 avril 1975.

**Paradoxalement, cette guerre civile a contribué à rapprocher les Libanais. Face à l'adversité, ils ont réalisé que, malgré leurs différences, ils avaient beaucoup en commun et que, de toutes les formules, la meilleure restait le vivre ensemble.**

Aujourd'hui, toutes les communautés s'accordent pour que la présence palestinienne soit civile et non militaire. Les musulmans ont abandonné la rhétorique de la « moucharaka » avec les Accords de Taëf qui ont rééquilibré le pouvoir. **Chaque communauté a souffert plus de ses propres voyous que des autres communautés.** La guerre civile perdue, les chrétiens ont compris que leurs peurs ancestrales de massacres et de persécutions étaient devenues infondées. Ils ont reconsidéré leur perception d'un environnement jugé hostile et ont pris confiance dans leurs compatriotes musulmans.

Profitant de la manne pétrolière, les chrétiens ont fait fortune dans les pays arabes, notamment ceux du Golfe où ils ont été appréciés et bien reçus. Obligés d'émigrer en grand nombre à cause de la guerre, les Libanais de toutes communautés se sont montrés solidaires dans les pays d'exil et ont pris conscience de leur proximité. De nos jours, dans la diaspora, les amitiés entre Libanais transcendent les appartenances communautaires. Puis et surtout, il y a eu Rafic Hariri qui a fait venir la communauté sunnite au projet libanais. A sa mort, son fils a proclamé devant la dépouille de son père « Le Liban d'abord » refermant ainsi une parenthèse dans l'histoire de la communauté sunnite, autrefois suspectée de favoriser son attachement arabe à son enracinement libanais.

Un demi-siècle plus tard, le clivage n'est plus entre chrétiens et musulmans, mais entre le Hezbollah et ses alliés (en partie chrétiens), d'une part, et le reste de la population, d'autre part. Il est à espérer que les chiites tirent les conclusions de leur défaite face à Israël et de leur abandon par l'Iran, et réintègrent la nation libanaise. Ils suivront l'héritage de l'imam Moussa El Sadr et le testament du cheikh Mohamad Mehdi Chamseddine qui leur a recommandé de rester fidèles au Liban et de ne pas succomber à la Wilayat al-Faqih. **La communauté chiite est riche d'intellectuels laïcs et d'esprits libres qui ont payé un lourd tribut au Hezbollah.**

Alors que la Syrie (l'autre projet alternatif en 1920) s'est révélée une maison d'esclavage, le Liban a montré qu'il est une nation singulière, un espace de liberté, un refuge pour les persécutés au Proche-Orient, un pays qui respecte les identités multiples, une démocratie de consensus et non une démocratie du nombre où la communauté dominante écrase les autres, et enfin, un foyer de rayonnement culturel sur les rivages de la Méditerranée.

Aujourd'hui ce pays est menacé. **Il est essentiel que les Libanais prennent conscience de la singularité de leur pays et que le monde les aide à le préserver pour que le Liban ne rejoigne pas la longue liste des paradis perdus qui hantent la conscience de l'humanité.**

Les Libanais partagent les mêmes valeurs familiales, une inclination pour l'économie libérale et un lien intime à la religion. Ils appartiennent à ce fond oriental où d'innombrables façons de vivre et de mourir se sont cristallisées à travers les âges. Ce ne sont pas les différences qui posent véritablement problème, mais les récits et les représentations que chaque communauté s'est forgée à propos d'elle-même et des autres. Il est essentiel de travailler sur les peurs ancestrales, les ressentiments enfouis et les récits historiques qui les alimentent. **Chaque communauté doit s'engager dans une autocritique sincère.**